

CHU DE BORDEAUX

*Direction Travaux Incendie Maintenance Energie
(DTIME)
12, rue Dubernat
33404 TALENCE Cedex*

MARCHE D'ASSURANCES DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DE L'INSTITUT DE BIOLOGIE- PATHOLOGIE DE L'HOPITAL HAUT-LEVEQUE

Consultation n° : 25FS041

Assurances :

- Responsabilité Civile du maître d'Ouvrage et ses garanties complémentaires
- Tous Risques Chantier et ses garanties complémentaires
- Dommage-Ouvrage et ses garanties complémentaires, notamment le Contrat Collectif de Responsabilité Décennale

LOT n° : 3

**Cahier des Clauses Techniques Particulières relatif à
l'assurance Dommage-Ouvrage et ses garanties
complémentaires,
Constructeur Non Réalisateur,
Contrat Collectif de Responsabilité Décennale**

Sommaire

1	Définition	5
1.1	L'acheteur	5
1.2	Souscripteur.....	5
1.3	Assurés.....	5
1.4	Réalisateurs.....	5
1.5	Maître d'ouvrage.....	5
1.6	Contrôleur technique.....	5
1.7	Ouvrage assuré.....	5
1.8	Travaux de technique courante et non courante	5
1.8.1	Les travaux de technique courante	5
1.8.2	Pour les travaux ne répondant pas à cette définition	6
1.9	Date ouverture de chantier	6
1.10	Réception	6
1.11	Sinistre	6
2	Nature des garanties.....	7
2.1	Garantie Dommages-Ouvrage.	7
2.2	Garanties complémentaires	7
2.2.1	Garantie de Bon fonctionnement	7
2.2.2	Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception.....	7
2.2.3	Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux	7
2.2.4	Garantie du Constructeur Non Réalisateur	7
2.3	Garantie Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD).	8
2.3.1	Définition.....	8
2.3.2	Nature des Garanties de Base	8
3	Montants des garanties	9
3.1	Garantie Dommages ouvrage.....	9
3.2	Garanties complémentaires (sous réserve de mention à l'acte d'engagement)	9
3.2.1	Garantie de Bon fonctionnement	9
3.2.2	Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception.....	9
3.2.3	Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux (le cas échéant)	9
3.2.4	Garantie du Constructeur Non Réalisateur	10
3.3	Garantie Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)	10
3.3.1	Garantie obligatoire :	10
3.3.2	Obligation de l'assuré.....	10
3.4	Reconstitution de garantie – clause de réexamen.....	11
4	Franchise.....	11
4.1	Garantie Dommages-Ouvrage.	11
4.2	Garantie de Bon fonctionnement	11
4.3	Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception	12
4.4	Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux	12
4.5	Garantie du Constructeur Non Réalisateur.....	12
4.6	Garantie Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)	12
5	Résiliation	12
6	Exclusions.....	12
6.1	Garantie Dommages-Ouvrage et CCRD	12
6.2	Garanties complémentaires	12
7	Point de départ et durée des garanties.....	13
7.1	Garantie Dommages-Ouvrage	13
7.2	Garanties complémentaires	13
7.2.1	Garantie de Bon fonctionnement	13
7.2.2	Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception.....	13
7.2.3	Garantie des dommages aux existants dissociables	13
8	Obligations déclaratives de l'assuré en cours d'exécution du marché d'assurance	13

9	Obligations de l'assuré en cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties.....	14
9.1	Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement	14
9.1.1	Délai pour déclarer.....	14
9.1.2	Renseignements contenus dans la déclaration	14
9.1.3	Constat des travaux de réparation à la suite de l'indemnisation du sinistre.....	14
9.1.4	Autorisation de visiter les lieux du chantier et le cas échéant du sinistre.....	14
9.2	Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES que les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement.	15
9.3	Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat collectif de responsabilité civile décennale et ses garanties complémentaires.....	15
9.3.1	Déclaration	15
9.3.2	L'expertise	16
9.3.3	Le rapport préliminaire	16
9.3.4	Le rapport d'expertise définitif	16
9.3.5	Cas particuliers	16
9.3.6	Païement de l'indemnité.....	16
10	Obligations de l'assureur en cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties dommages ouvrage, de bon fonctionnement en application de l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances	17
10.1	Constat des dommages, expertise :	17
10.1.1	Constat des dommages par un expert désigné par l'assureur.....	17
10.1.2	Consultation par l'expert des réalisateurs et du contrôleur technique.....	17
10.1.3	Les rapports d'expertise	17
10.1.3.1.	Le rapport préliminaire.....	17
10.1.3.2.	Le rapport d'expertise définitif	18
10.1.4	Absence de rapport d'expertise	18
10.2	Rapport préliminaire, mise en jeu des garanties, mesures conservatoires :	18
10.2.1	Notification à l'assuré par l'assureur dans les 60 jours de la réception de la déclaration de sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat.	18
10.2.2	Envoi à l'assuré par l'assureur du rapport préliminaire dans un délai compatible avec le délai de 60 jours précité.	18
10.2.3	Passé le délai de 60 jours les garanties du présent marché jouent sur simple notification faite à l'assureur.	18
10.3	Rapport d'expertise, détermination et règlement de l'indemnité	19
10.3.1	Notification à l'assuré par l'assureur dans les 90 jours de la réception de la déclaration de sa proposition du montant de l'indemnité.....	19
10.3.2	Prorogation du délai de 90 jours possible en cas de difficultés exceptionnelles et sous réserve de l'accord de l'assuré	19
10.3.3	Envoi à l'assuré par l'assureur du rapport définitif dans un délai compatible avec le délai de 90 jours précité.....	19
10.3.4	En cas d'accord de l'assuré sur le montant de l'indemnité proposé par l'assureur	19
10.3.5	En cas de désaccord de l'assuré au sujet du montant d'indemnité proposé par l'assureur.....	19
10.3.6	En cas de non-respect des délais ou d'une offre d'indemnité manifestement insuffisante.....	20
10.4	Notification à l'assuré par l'assureur de sa position concernant l'exercice du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur.....	20
10.5	Récapitulatif des délais auxquels l'assureur est soumis en cas de sinistre pour lequel les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement sont susceptibles de jouer	20
11	Gestion des sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES que les garanties dommages ouvrage, de bon fonctionnement	21
Annexe I - CLAUSES-TYPES OBLIGATOIRES DU CODE DES ASSURANCES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DES TRAVAUX DE BÂTIMENT		
Article A243-1 du code des assurances		22
Article A243-2 du code des assurances		22
Article A243-3 du code des assurances		22
Article A243-4 du code des assurances		24
Article A243-5 du code des assurances		26
Annexe II - CLAUSES-TYPES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DE DOMMAGES OUVRAGE		
1	Définitions.....	27

1.1	Souscripteur.....	27
1.2	Assuré.	27
1.3	Réalisateurs.....	27
1.4	Maître de l'ouvrage.	27
1.5	Contrôleur technique (lorsqu'il est désigné un contrôleur technique).	27
1.6	Réception.	27
1.7	Sinistre.	27
2	Nature de la garantie	28
3	Montant et limite de la garantie	28
4	Exclusions.....	28
5	Point de départ et durée de la garantie	29
6	Obligations réciproques des parties	29
7	A.- Obligations de l'assuré.....	29
7.1	L'assuré s'engage :.....	29
7.2	En cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré est tenu d'en faire la déclaration à l'assureur.....	30
7.3	L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.	30
7.4	Pour permettre l'exercice éventuel du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur par l'article L. 121-12 du code des assurances, l'assuré s'engage également :	30
8	B.- Obligations de l'assureur en cas de sinistre.....	30
8.1	Constat des dommages, expertise :.....	30
8.2	Rapport préliminaire, mise en jeu des garanties, mesures conservatoires :.....	31
8.3	Rapport d'expertise, détermination et règlement de l'indemnité :.....	32
8.4	L'assureur est tenu de notifier à l'assuré, pour l'information de celui-ci, la position définitive que, sur le vu du rapport complémentaire, il estime devoir prendre en ce qui concerne l'exercice du droit de subrogation ouvert à son profit par l'article L. 121-12.	32
ANNEXE III - CLAUSES-TYPES APPLICABLES AUX CONTRATS COLLECTIFS DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE SOUSCRITS POUR LE COMPTE DE PLUSIEURS PERSONNES ASSUJETTIES À L'OBLIGATION D'ASSURANCE MENTIONNÉE AUX ARTICLES L. 241-1 ET L. 241-2, EN COMPLÉMENT DES CONTRATS INDIVIDUELS GARANTISSANT LA RESPONSABILITÉ DÉCENNALE DE CHACUNE DE CES PERSONNES		33
1	Nature de la garantie	33
2	Montant de la garantie (clause-type applicable aux seuls contrats relevant de l'article L. 243-9 du présent code)	33
3	Durée et maintien de la garantie dans le temps.....	34
4	Franchise au sens du présent contrat	34
5	Exclusions.....	34
6	Déchéance.....	34

1 Définition

1.1 L'acheteur

Personne morale désignée dans la fiche de présentation qui est en charge de la passation du présent marché dans le respect du code de la commande publique.

1.2 Souscripteur

La personne morale, désignée dans la fiche de présentation, qui fait réaliser des travaux de construction et qui a, en sa qualité de maître d'ouvrage souscrit une assurance Dommage Ouvrage telle que définie à l'article L 242-1 du code des assurances, tant pour son propre compte que pour celui des propriétaires successifs.

1.3 Assurés

La personne morale ayant la qualité de Maître d'ouvrage désignée dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché et les autres propriétaires successifs pendant la durée de la couverture des garanties objet des présentes.

1.4 Réalisateurs

L'ensemble des constructeurs désignés dans la fiche de présentation ou dont l'identité est portée ultérieurement à la connaissance de l'assureur, qui sont mentionnés au 1° de l'article 1792-1 du code civil et sont liés, à ce titre, au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage en qualité de concepteur ou de conseil (architecte, technicien ou autre) ou en qualité d'entrepreneur, et qui participent à la réalisation de l'opération de construction.

1.5 Maître d'ouvrage

La personne, physique ou morale, désignée dans la fiche de présentation, qui conclut avec les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

1.6 Contrôleur technique

La personne, désignée aux conditions particulières, agréée ou exerçant dans les conditions prévues par l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation, et appelée à intervenir, à la demande du maître de l'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

1.7 Ouvrage assuré

L'ouvrage est décrit dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché.

1.8 Travaux de technique courante et non courante

1.8.1 Les travaux de technique courante

Le souscripteur déclare que les travaux réalisés sur la présente opération sont de technique courante.

Outre les travaux traditionnels, c'est à dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date, sont considérés comme étant de technique courante les ouvrages répondant aux caractéristiques suivantes :

- Les travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P (1) ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P (2),
- Les travaux de construction conforme au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession,

- Les procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - ✓ d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P (3),
 - ✓ d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable,
 - ✓ d'un Pass'innovation "vert" en cours de validité
- (1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).
- (2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com)
- (3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

1.8.2 Pour les travaux ne répondant pas à cette définition

Si des travaux ne répondant pas à cette définition viennent à être mis en œuvre, les garanties du contrat leur seront acquises dans la mesure où ils auront fait l'objet d'un avis favorable du Contrôleur Technique et où les constructeurs seront en mesure de produire des attestations spécifiques de chantier témoignant d'une couverture en Responsabilité Civile Décennale et portant l'ensemble des mentions conformes à la législation en vigueur et reprenant les éléments suivants :

- ☒ Adresse du chantier
- ☒ Nom du maître d'ouvrage
- ☒ Date de DOC (Déclaration d'Ouverture de Chantier)
- ☒ Montant du marché de l'entreprise
- ☒ Coût de construction déclaré HT
- ☒ Nature des travaux de l'entreprise
- ☒ Procédés, produits mis en œuvre

1.9 Date ouverture de chantier

L'ouverture de chantier est une date unique pour l'ensemble des intervenants, quel que soit donc le moment où ils interviennent sur le chantier.

Pour les travaux nécessitant la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date de déclaration d'ouverture du chantier mentionnée au premier alinéa de l'article R.424-16 du code de l'urbanisme.

Pour les travaux ne nécessitant pas la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date du premier ordre de service ou à défaut de la date effective de commencement des travaux

1.10 Réception

L'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte les travaux exécutés, dans les conditions fixées par l'article [1792-6](#) du code civil.

1.11 Sinistre

La survenance de dommages, au sens de l'article L. 242-1 du code des assurances, ayant pour effet d'entraîner la garantie de l'assureur.

2 Nature des garanties

2.1 Garantie Dommages-Ouvrage.

Conformément aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A243-1 du code des assurances, la garantie « Dommage-Ouvrage » prévue au présent marché a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article [L. 243-1-1](#) du code des assurances.

La garantie couvre les dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du code civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- Affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination ;
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

2.2 Garanties complémentaires

2.2.1 Garantie de Bon fonctionnement

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Cette garantie s'applique à la réparation des dommages immatériels subis par le propriétaire de la construction et/ou les occupants, résultant directement d'un dommage matériel survenu après réception et garanti ci-dessus.

2.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

Cette garantie s'applique au paiement des dommages immatériels subis par le propriétaire de l'ouvrage ou l'occupant à la date du sinistre, et résultant directement d'un dommage matériel survenu après réception et garanti en vertu de la garantie dommages ouvrage, ou de la garantie de bon fonctionnement.

2.2.3 Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux

Cette garantie s'applique à la réparation des dommages matériels affectant les existants hors du champ de l'assurance obligatoire, à savoir les existants non totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et techniquement divisibles, dès lors que ces dommages :

- sont la conséquence directe des travaux neufs réalisés dans le cadre de l'opération de construction garantie par le contrat et non celle des propres défauts des parties préexistantes
- et compromettent la solidité de ces parties anciennes ou les rendent impropres à leur destination

2.2.4 Garantie du Constructeur Non Réalisateur

Cette garantie pourra intervenir le cas échéant (cf. notamment en cas de cession par le propriétaire de l'ouvrage qu'il a fait construire).

Cette garantie s'applique à la réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement

indivisibles, au sens du II de l'article L.243-1-1 du Code des assurances, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité. Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

2.3 Garantie Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD).

2.3.1 Définition

L'extension de garantie à un contrat collectif de RC décennale de 2ème ligne a pour objet de faire bénéficier, sur les seules garanties légales, l'ensemble des constructeurs, d'un complément de garantie de responsabilité décennale, de telle sorte que la mise en jeu de leur contrat personnel d'assurance de responsabilité décennale et de la présente garantie permette, dans la limite du coût définitif de l'opération de construction déclaré par le maître d'ouvrage, la réparation de la totalité des dommages matériels à l'ouvrage auquel les constructeurs ont contribué lorsque leur responsabilité décennale visée à l'article L 241-1 du Code des Assurances est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et 1792-2 du code civil.

L'Assureur limitera l'exercice de son recours à l'encontre du ou des constructeur(s) reconnu(s) responsable(s), au titre de leur responsabilité décennale pour les dommages indemnisés en application du présent marché, au montant de leur(s) contrat(s) personnels de RC Décennale tel que prévu ci-après.

En conséquence, la présente extension de garantie RCD de 2ème ligne interviendra si et seulement si les garanties obligatoires des contrats respectifs des constructeurs impliqués s'avèrent épuisées.

Les constructeurs devront justifier d'un contrat d'assurance de responsabilité décennale en produisant une attestation dont le montant de la garantie apportée au regard du contrat ainsi mis en place sera de :

10 M€ dans le cas d'une entreprise générale TCE

10 M€ pour les entreprises de gros œuvre, fondation, clos couvert

6 M€ pour les autres intervenants

3 M€ pour l'équipe de maîtrise d'œuvre (architecte, BET, ingénieurs), le Contrôleur technique, le géotechnicien

La période de la présente garantie complémentaire commencera à la réception au sens de l'article 1792-6 du code civil et conformément à l'article 3 des CCTP.

En contrepartie, l'assureur apportant ce complément de garantie produira une attestation mentionnant :

Les références de la police ;

La description de l'opération de construction ;

Le montant des garanties apportées ;

L'ensemble des bénéficiaires avec en regard le montant exigé au titre de leur garantie de 1ère ligne qui en tout état de cause ne pourra excéder les montants cités ci-dessus.

2.3.2 Nature des Garanties de Base

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du présent code.

La garantie couvre les dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du code civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- Affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination ;

- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage, éventuellement nécessaires.

Point de départ de la garantie et durée :

La période de garantie commence, sous réserve des dispositions ci-dessous, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'article 1792.6 du Code Civil. Elle prend fin à l'expiration d'une durée de **DIX ANS** à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise :

- AVANT RECEPTION, lorsqu' après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.
- APRES RECEPTION et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou dans un délai maximum de QUATRE VINGT DIX jours son obligation de réparer.

3 Montants des garanties

3.1 Garantie Dommages ouvrage

Conformément aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A243-1 du code des assurances la garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Le montant global de la garantie est **fixé à l'acte d'engagement**. En tout état de cause il ne doit pas être inférieur au montant du coût total des travaux et honoraires déclaré **et, revalorisé en fonction de l'indice BT 01 pour les travaux et ING pour les honoraires d'études** pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances. En aucun cas ce coût ne peut comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

3.2 Garanties complémentaires (sous réserve de mention à l'acte d'engagement)

3.2.1 Garantie de Bon fonctionnement

Le montant global de la garantie est **fixé à l'acte d'engagement**.

En tout état de cause il ne doit pas être inférieur à 10 % de l'assiette de la prime, SANS POUVOIR EXCÉDER UN MONTANT FIXÉ À L'ACTE D'ENGAGEMENT

3.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

Le montant global de la garantie est **fixé à l'acte d'engagement**.

En tout état de cause il ne doit pas être inférieur à 10 % de l'assiette de la prime, SANS POUVOIR EXCÉDER UN MONTANT FIXÉ À L'ACTE D'ENGAGEMENT

3.2.3 Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux (le

cas échéant)

Le montant global de la garantie est fixé à l'acte d'engagement.

En tout état de cause il ne doit pas être inférieur à 10 % de l'assiette de la prime, SANS POUVOIR EXCÉDER UN MONTANT FIXÉ À L'ACTE D'ENGAGEMENT

3.2.4 Garantie du Constructeur Non Réalisateur

Le montant global de la garantie est fixé à l'acte d'engagement. En tout état de cause il ne doit pas être inférieur au montant du coût total des travaux et honoraires déclaré et, revalorisé en fonction de l'indice BT 01 pour les travaux et ING pour les honoraires d'études pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Lorsqu'il est recouru à un contrat d'assurance collectif, ce plafond ne saurait être inférieur au montant de la franchise absolue stipulée dans ledit contrat collectif.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances. En aucun cas ce coût ne peut comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

3.3 Garantie Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

La garantie définie au paragraphe 2.3.2 ci-avant couvre le coût toutes taxes comprises de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du présent code.

Pour les constructions destinées à un usage autre que l'habitation, la garantie peut être limitée au montant du coût total de construction déclaré aux conditions particulières ou à un montant inférieur au coût total de construction déclaré aux conditions particulières, si ce coût est supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du présent code, sans toutefois pouvoir être inférieur à ce dernier montant.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant toutes taxes incluses définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris.

3.3.1 Garantie obligatoire :

La garantie obligatoire couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages (y compris les ouvrages de génie civil) et/ou des éléments d'équipements de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre.

Le montant global de la garantie est **fixé à l'acte d'engagement**. En tout état de cause il ne doit pas être inférieur au montant du coût total des travaux et honoraires déclaré et, revalorisé en fonction de l'indice BT 01 pour les travaux et ING pour les honoraires d'études pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

3.3.2 Obligation de l'assuré

L'assuré s'engage :

- ✓ A fournir à l'assureur, sur sa demande, la preuve de l'existence des contrats d'assurance de responsabilité décennale souscrits par les réalisateurs et le contrôleur technique ;
- ✓ A lui déclarer les réceptions de travaux, ainsi qu'à lui remettre dans le mois de leur prononcé, le ou les procès-verbaux desdites réceptions, ainsi que le relevé des observations ou réserves demeurées non levées du contrôleur technique ;

- ✓ A lui adresser un dossier technique comportant au moins les plans et descriptifs de l'ensemble des travaux effectivement réalisés, dans le délai maximal d'un mois à compter de leur achèvement ;
- ✓ A lui notifier dans le même délai, le constat de l'exécution des travaux éventuellement effectués au titre de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil ainsi que le relevé des observations ou réserves demeures non levées du contrôleur technique ;
- ✓ A lui faire tenir la déclaration de tout arrêt de travaux devant excéder 30 jours
- ✓ A communiquer les avis, observations et réserves du contrôleur technique, simultanément, tant à l'assureur qu'au réalisateur concerné, et à ne pas s'opposer à ce que l'assureur puisse, à ses frais, demander au contrôleur technique, sous son couvert, les informations complémentaires dont il estimerait avoir besoin pour l'appréciation des risques assurés.

Dans le cas où il n'est pas lui-même le maître de l'ouvrage, l'assuré s'engage à obtenir de celui-ci que les avis, observations et réserves du contrôleur technique soient pareillement communiqués à l'assureur et au réalisateur concerné, et que, dans les mêmes conditions, l'assureur puisse demander au contrôleur technique les informations complémentaires dont il estimerait avoir besoin pour l'appréciation des risques assurés.

3.4 Reconstitution de garantie – clause de réexamen

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant de l'indemnité correspondante, de telle sorte que l'assureur ne puisse jamais être engagé au-delà du montant fixé dans l'acte d'engagement pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée de la garantie.

Toutefois le montant de cette garantie pourra être rétabli suivant les modalités pratiques fixées à l'acte d'engagement sur demande formulée par l'assuré ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de l'ouvrage, à condition de payer à la date de reconstitution une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties.

La reconstitution de garantie et le paiement de la prime afférente donnent lieu à l'établissement d'un avenant au marché. Si l'assuré décide de ne pas reconstituer les capitaux, ceux réduits seront considérés comme un premier risque sans application de la Règle Proportionnelle.

4 Franchise

4.1 Garantie Dommages-Ouvrage.

Aucune franchise.

4.2 Garantie de Bon fonctionnement

Aucune franchise.

4.3 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

Aucune franchise.

4.4 Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux

Aucune franchise.

4.5 Garantie du Constructeur Non Réalisateur

Franchise applicable par sinistre : 10% du montant des dommages (avec un minimum de 305 € et un maximum de 1 525 €) L'assuré s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque correspondante.

Cette franchise n'est pas opposable aux bénéficiaires des indemnités.

4.6 Garantie Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Aucune franchise.

5 Résiliation

🔑 **VOIR ARTICLE DU CCAP AFFERANT AUX CAS DE RESILIATION**

6 Exclusions

6.1 Garantie Dommages-Ouvrage et CCRD

Seules sont applicables à la garantie Dommages-ouvrage, les exclusions formulées par l'article A 243-1 du Code des assurances, annexe II, c'est-à-dire les dommages résultants exclusivement :

- ☒ Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- ☒ Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- ☒ De la cause étrangère.

6.2 Garanties complémentaires

Ne sont pas garantis, les dommages résultants exclusivement :

- ☒ Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- ☒ Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- ☒ De la cause étrangère.

Ne sont pas garantis, les dommages affectants :

- ☒ Les **éléments d'équipement** d'un ouvrage, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre **l'exercice d'une activité professionnelle** dans l'ouvrage SAUF S'ILS PEUVENT, EN CAS DE DÉSORDRE LES AFFECTANT ENTRAÎNER LA RESPONSABILITÉ DÉCENNALE DES CONSTRUCTEURS (cf. JURISPRUDENCE CONSTANTE);

Ainsi que les dommages résultants :

- ☒ De l'absence de travaux qui auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non-exécution a entraîné ces dommages,

- ☑ D'économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages,
- ☑ La non prise en compte des réserves techniques notifiées à l'assuré par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code civil

7 Point de départ et durée des garanties

7.1 Garantie Dommages-Ouvrage

La période de garantie commence à l'expiration de la garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du code civil.

Elle prend fin à l'issue d'une durée de dix ans à compter de la réception. Toutefois, le paiement des réparations nécessaires est garanti :

- **Avant réception**, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le marché de travaux conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations ;
- **Après réception**, et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse.

7.2 Garanties complémentaires

7.2.1 Garantie de Bon fonctionnement

La période de garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté des obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, restée infructueuse.

7.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

La garantie est acquise pendant un délai de 10 (dix) ans à compter de la réception lorsqu'elle est mise en jeu à la suite d'un dommage matériel couvert au titre de la garantie dommages ouvrage ou de la garantie aux existants dissociables.

La garantie est acquise pendant un délai de 2 (deux) ans à compter de la réception lorsqu'elle est mise en jeu à la suite d'un dommage matériel couvert au titre de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement.

7.2.3 Garantie des dommages aux existants dissociables

La garantie s'achève dix ans après la date de la réception.

Précisions sur certaines obligations pesant sur les parties

NOTA : concernant les modalités relatives aux déclarations ou notifications par chaque partie faisant courir un délai → voir le paragraphe du CCAP y afférant.

8 Obligations déclaratives de l'assuré en cours d'exécution du marché d'assurance

Tant pour la garantie Dommages-ouvrage que pour ses garanties complémentaires → le paragraphe du CCAP y afférant.

9 Obligations de l'assuré en cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties

9.1 Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement

RAPPEL : CONCERNANT LA DECLARATION ET GESTION DES SINISTRES SUSCEPTIBLES DE METTRE EN JEU LES GARANTIES DOMMAGES OUVRAGE ET DE BON FONCTIONNEMENT CE SONT LES DISPOSITIONS DES ARTICLES L 242-1, A 243-1 ET L'ANNEXE II A 243-1 DU CODE DES ASSURANCES QUI S'APPLIQUENT EN PRIORITE SUR TOUTES AUTRES DISPOSITIONS EU EGARD A LEUR CARACTERE DE REGLES SPECIALES ET D'ORDRE PUBLIC. CES ARTICLES ET NOTAMMENT LES **CLAUSES-TYPES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DE DOMMAGES OUVRAGE** SONT REPRODUITS EN ANNEXE DU PRESENT CCTP.

9.1.1 Délai pour déclarer

Conformément aux dispositions précitées l'assuré est tenu de déclarer à l'assureur tout événement dommageable susceptible d'entraîner la mise en jeu de la garantie Dommages Ouvrage.

Aucun délai n'étant imposé par les dispositions du code d'assurance précité, la déclaration d'un sinistre susceptible de mettre en jeu la garantie **Dommages Ouvrage** faite par l'assuré auprès de l'assureur ou son mandataire peut se faire **jusqu'à 2 (DEUX) ans** après la survenance du dommage (cf. délai de prescription biennale de [l'article L114-1](#) du Code des Assurances) **MAIS À CONDITION QUE CETTE DECLARATION INTERVIENNE AVANT LA FORCLUSION du délai DECENNAL de sorte que l'assureur puisse exercer l'éventuel droit de subrogation ouvert à son profit**.

9.1.2 Renseignements contenus dans la déclaration

La déclaration de sinistre est réputée constituée dès qu'elle comporte au moins les renseignements suivants :

- ☒ Le numéro du contrat d'assurance et, le cas échéant, celui de l'avenant ;
- ☒ Le nom du propriétaire de la construction endommagée ;
- ☒ L'adresse de la construction endommagée ;
- ☒ La date de réception ou, à défaut, la date de la première occupation des locaux ;
- ☒ La date d'apparition des dommages ainsi que leur description et localisation ;
- ☒ Si la déclaration survient pendant la période de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, la copie de la mise en demeure effectuée au titre de la garantie de parfait achèvement.

À compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'assureur dispose d'un délai de 10 (DIX) jours pour signifier à l'assuré que la déclaration n'est pas réputée constituée et réclamer les renseignements manquants susvisés.

9.1.3 Constat des travaux de réparation à la suite de l'indemnisation du sinistre

Conformément à l'article L 242-1 du code des assurances et aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances, l'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

9.1.4 Autorisation de visiter les lieux du chantier et le cas échéant du sinistre

Conformément aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances, pour permettre l'exercice éventuel du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur par l'article [L. 121-12](#) du code des assurances, l'assuré s'engage également :

- A autoriser l'assureur à accéder à tout moment au chantier pendant la période d'exécution des travaux de construction, jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-

6 du code civil, et, à cet effet, à prendre les dispositions nécessaires dans les contrats et marchés à passer avec les réalisateurs ayant la responsabilité de la garde du chantier.

- En cas de sinistre survenant au-delà de la date d'expiration de la garantie de parfait achèvement, l'assuré s'engage à accorder à l'assureur toutes facilités pour accéder aux lieux du sinistre ;
- En cas de sinistre, à autoriser les assureurs couvrant la responsabilité décennale des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article [1792-4](#) du code civil, et du contrôleur technique à accéder aux lieux du sinistre sur l'invitation qui leur en est faite par l'expert désigné par l'assureur.
- A autoriser l'expert à pratiquer les investigations qui lui apparaîtraient nécessaires en vue de l'établissement, à l'intention de l'assureur, d'un rapport complémentaire qui, reprenant les conclusions du rapport d'expertise ci-après défini en approfondissant, en tant que de besoin, l'analyse, en vue notamment de la recherche des faits générateurs du sinistre et des éléments propres à étayer le recours de l'assureur.

9.2 Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES que les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement.

➔ Voir article du CCAP afférant aux obligations de l'assuré relatives à la déclaration du sinistre

9.3 Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat collectif de responsabilité civile décennale et ses garanties complémentaires.

9.3.1 Déclaration

L'assureur n'interviendra dans l'instruction d'un sinistre qu'au jour où il aura reçu une déclaration de sinistre.

Celle-ci doit être établie par courrier (simple, RAR, télécopie) en théorie dans les 5 jours suivant la prise de connaissance du sinistre.

Conformément à l'article A243-1 alinéa 3, la déclaration de sinistre doit comporter au moins les éléments suivants :

- Le numéro de contrat d'assurance et le cas échéant celui de l'avenant ;
- Le nom du propriétaire de la construction endommagée ;
- La date de réception ou à défaut la date de la première occupation des locaux ;
- La date d'apparition des dommages ;
- La localisation des dommages ;
- La date d'ouverture du chantier ou début des travaux.

La réception de la déclaration est le point de départ des délais que l'assureur devra respecter. Il aura alors :

- 15 jours pour refuser le sinistre.
- 60 jours pour notifier à l'Etablissement sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties prévues par le contrat ;
- 90 jours pour formuler une offre de paiement des travaux de réparations ;
- 135 jours en cas de difficultés techniques.

Si l'assureur décide de ne pas missionner un expert et vous notifie son offre d'indemnisation ou bien si l'assureur refuse la prise en charge du sinistre, le maître d'ouvrage peut contester la décision de l'assureur et obtenir alors la désignation d'un expert par ledit assureur.

9.3.2 L'expertise

L'assureur désigne son expert dommages ouvrage et notifie son choix au Maître d'ouvrage. L'expert peut être récusé par l'Etablissement dans les huit jours de sa désignation. Le délai d'instruction et de réglementation du sinistre sera alors augmenté de 10 jours. En cas de seconde récusation par le Maître d'ouvrage, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés. Le délai d'instruction sera alors majoré de 30 jours. L'expert désigné doit établir deux rapports :

9.3.3 Le rapport préliminaire

Il est établi à l'issue de la première visite de l'expert sur les lieux du sinistre. Il permet à l'assureur de prendre position sur l'existence de sa garantie tant au niveau des dommages que des mesures conservatoires prises ou à prendre. Dans un délai maximum de 60 jours à compter de la réception de la déclaration du sinistre, l'Assureur au vu du rapport préliminaire établi par l'expert et préalablement communiqué au Maître d'ouvrage au moment du sinistre, notifie par courrier RAR à l'Etablissement sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties.

Toute décision négative de l'Assureur ayant pour objet de rejeter la demande d'indemnisation doit être expressément motivée.

Si la position de l'assureur est positive, la notification de sa décision comportera le montant des dépenses correspondants aux mesures de sauvegarde nécessaires à la non-aggravation des dommages.

Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses que le Maître d'ouvrage aura déjà engagé à ce titre.

Si l'assureur ne notifie pas sa décision dans le délai de 60 jours, le Maître d'ouvrage est autorisé à engager les dépenses correspondant aux mesures de sauvegarde dans la limite de l'estimation de l'expert.

Si le Maître d'ouvrage n'a reçu ni la notification de l'Assureur, ni le rapport préliminaire, ces dépenses peuvent être réalisées dans la limite de la propre estimation du Maître d'ouvrage.

9.3.4 Le rapport d'expertise définitif

Dans un délai maximum de 90 jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur au vu du rapport d'expertise préalablement communiqué au Maître d'ouvrage, notifie par courrier RAR au Maître d'Ouvrage l'offre d'indemnisation définitive destinée au paiement des travaux.

Elle comprend outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux tels qu'honoraires, essais, analyses ainsi que les taxes applicables.

Elle doit faire l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon l'indice stipulé dans les Conditions Générales du contrat.

9.3.5 Cas particuliers

En cas de sinistre particulièrement complexe, ou si l'importance singulière du sinistre ne permet pas à l'expert d'établir son rapport, l'Assureur peut demander au Maître d'ouvrage de reporter son offre définitive d'indemnité à 135 jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre.

Toutefois, ce report est subordonné à trois conditions cumulatives :

- L'assureur doit avoir accepté le principe des garanties du contrat dans un délai de 60 jours ;
- Sa demande de report doit être motivée et fondée sur des considérations d'ordre technique ;
- L'assureur doit posséder votre accord écrit sur sa demande de report.

9.3.6 Paiement de l'indemnité

Lorsque le Maître d'ouvrage a accepté l'offre d'indemnisation de l'assureur, ce dernier a un délai de 15 jours pour effectuer le règlement définitif.

Si le Maître d'ouvrage conteste l'offre d'indemnisation, il dispose d'un délai de 15 jours pour le notifier à l'assureur.

Ce refus n'empêche pas le Maître d'ouvrage de percevoir de l'assureur une avance au moins égale au $\frac{3}{4}$ du montant de l'indemnité.

A défaut de versement de cette avance par l'Assureur dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier de désaccord, le Maître d'Ouvrage est autorisé à engager les dépenses pour réaliser les travaux de réparation dans la limite de la proposition de l'Assureur.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

10 Obligations de l'assureur en cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties dommages ouvrage, de bon fonctionnement en application de l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances

10.1 Constat des dommages, expertise :

10.1.1 Constat des dommages par un expert désigné par l'assureur

Sous réserve des dispositions ci-après, les dommages sont constatés, décrits et évalués par les soins d'un expert, personne physique ou morale, désigné par l'assureur.

L'expert peut faire l'objet d'une récusation dans les 8 (HUIT) jours de la notification à l'assuré de sa désignation. En cas de seconde récusation par l'assuré, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés.

Lorsque l'expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité.

Lors de la première demande de récusation, les délais d'instruction et de règlement de sinistre prévus ci-après sont augmentés de 10 (DIX) jours. En cas de désignation de l'expert par le juge des référés, ces mêmes délais sont augmentés de 30 (TRENTE) jours.

Les opérations de l'expert revêtent un caractère contradictoire. L'assuré peut se faire assister ou représenter. Les observations éventuelles de l'assuré sont consignées dans le rapport de l'expert.

10.1.2 Consultation par l'expert des réalisateurs et du contrôleur technique

L'assureur s'engage envers l'assuré à donner à l'expert les instructions nécessaires pour que les réalisateurs, les fabricants au sens de l'article 1792-4 du code civil et le contrôleur technique, ainsi que les assureurs couvrant leur responsabilité décennale et celle de l'assuré soient, d'une façon générale, consultés pour avis par ledit expert, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire et, en tout cas, obligatoirement avant le dépôt entre les mains de l'assureur de chacun des rapports (préliminaire et définitif voir infra), et soient, en outre, systématiquement informés par lui du déroulement des différentes phases du constat des dommages et du règlement des indemnités ;

10.1.3 Les rapports d'expertise

La mission d'expertise définie précédemment est limitée à la recherche et au rassemblement des données strictement indispensables à la non-aggravation et à la réparation rapide des dommages garantis.

Les conclusions écrites de l'expert sont, en conséquence, consignées au moyen de deux documents distincts :

10.1.3.1. Le rapport préliminaire

Un rapport préliminaire est établi par l'expert. Ce rapport comporte l'indication descriptive et estimative des mesures conservatoires jugées nécessaires à la non-aggravation des dommages, compte tenu, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prises par l'assuré, ainsi que les indications sommaires sur les circonstances et les caractéristiques techniques du sinistre, permettant à l'assureur de se prononcer dans le délai imparti sur le principe de la mise en jeu des garanties du contrat.

10.1.3.2. Le rapport d'expertise définitif

Le rapport d'expertise définitif est ensuite établi. Il est exclusivement consacré à la description des caractéristiques techniques du sinistre et à l'établissement des propositions, descriptions et estimations, concernant les différentes mesures à prendre et les différents travaux à exécuter en vue de la réparation intégrale des dommages constatés.

10.1.4 Absence de rapport d'expertise

L'assureur n'est pas tenu de recourir à une expertise lorsque, au vu de la déclaration de sinistre :

- S'il évalue le dommage à un montant inférieur à 1 800 euros ou,
- Si la mise en jeu de la garantie est manifestement injustifiée.

Lorsqu'il décide de ne pas recourir à une expertise, l'assureur notifie à l'assuré son offre d'indemnité ou sa décision de refus de garantie dans le délai de 15 (QUINZE) jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre réputée constituée.

“ En cas de contestation de l'assuré, celui-ci peut obtenir la désignation d'un expert ”.

La notification reproduit de façon apparente l'alinéa précédent.

10.2 Rapport préliminaire, mise en jeu des garanties, mesures conservatoires :

10.2.1 Notification à l'assuré par l'assureur dans les 60 jours de la réception de la déclaration de sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat.

Dans un délai maximum de 60 (SOIXANTE) jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre réputée constituée, l'assureur, sauf s'il a évalué le dommage à un montant inférieur à 1 800 euros, au vu du rapport préliminaire établi par l'expert, notifie à celui-ci sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat. L'assureur communique à l'assuré ce rapport préliminaire, préalablement ou au plus tard lors de cette notification.

Toute décision négative de l'assureur, ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation, doit être expressément motivée.

Si l'assureur ne conteste pas la mise en jeu des garanties du contrat, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées par l'assuré lui-même, au titre des mesures conservatoires.

10.2.2 Envoi à l'assuré par l'assureur du rapport préliminaire dans un délai compatible avec le délai de 60 jours précité.

L'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport préliminaire en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec celui qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du paragraphe précédent.

10.2.3 Passé le délai de 60 jours les garanties du présent marché jouent sur simple notification faite à l'assureur.

Faute, pour l'assureur, de respecter le délai fixé de 60 (SOIXANTE) jours précité, et sur simple notification faite à l'assureur, les garanties du présent contrat jouent pour ce qui concerne le sinistre déclaré, et l'assuré est autorisé à engager les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages, dans la limite de l'estimation portée dans le rapport préliminaire de

l'expert. Si, dans le même délai, l'assuré n'a pu avoir connaissance du rapport préliminaire, il est autorisé de la même manière à engager les dépenses en cause dans la limite de l'estimation qu'il a pu en faire lui-même.

10.3 Rapport d'expertise, détermination et règlement de l'indemnité

10.3.1 Notification à l'assuré par l'assureur dans les 90 jours de la réception de la déclaration de sa proposition du montant de l'indemnité

Lorsqu'il accepte la mise en jeu des garanties prévues au contrat, l'assureur présente, dans un délai maximal de 90 (quatre-vingt dix) jours, courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, une offre d'indemnité, revêtant le cas échéant un caractère provisionnel et destinée au paiement des travaux de réparation des dommages.

L'assureur communique à l'assuré le rapport d'expertise définitif, préalablement ou au plus tard lors de cette notification.

Ces propositions font l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon les modalités prévues à cet effet ; elles sont obligatoirement ventilées entre les différents postes de dépenses retenus et appuyées des justifications nécessaires, tant en ce qui concerne les quantités que les prix unitaires. Elles comprennent, outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux, tels qu'honoraires, essais, analyses, ainsi que les taxes applicables. Elles tiennent compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées ou retenues, ainsi que des indemnités qui ont pu être antérieurement versées au titre des mesures conservatoires.

10.3.2 Prorogation du délai de 90 jours possible en cas de difficultés exceptionnelles et sous réserve de l'accord de l'assuré

Dans les cas de difficultés exceptionnelles dues à la nature ou à l'importance du sinistre, l'assureur peut, en même temps qu'il notifie son accord sur le principe de la mise en jeu de la garantie, proposer à l'assuré la fixation d'un délai supplémentaire pour l'établissement de son offre d'indemnité. La proposition doit se fonder exclusivement sur des considérations d'ordre technique et être motivée.

Le délai supplémentaire prévu à l'alinéa qui précède est subordonné à l'acceptation expresse de l'assuré et ne peut excéder 135 (CENT TRENTE-CINQ) jours.

10.3.3 Envoi à l'assuré par l'assureur du rapport définitif dans un délai compatible avec le délai de 90 jours précité

L'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport définitif en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec celui du délai de 90 jours précité.

10.3.4 En cas d'accord de l'assuré sur le montant de l'indemnité proposé par l'assureur

En cas d'acceptation, par l'assuré, de l'offre qui lui a été faite, le règlement de l'indemnité par l'assureur intervient dans un délai de 15 (QUINZE) jours.

10.3.5 En cas de désaccord de l'assuré au sujet du montant d'indemnité proposé par l'assureur

En tout état de cause, l'assuré qui a fait connaître à l'assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, s'il estime ne pas devoir cependant différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été

notifié selon les modalités définies précédemment. Cette avance, forfaitaire et non re-valorisable, et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de 15 (QUINZE) jours courant à compter de la réception, par l'assureur, de la demande de l'assuré.

L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une avance.

Si l'assuré ayant demandé à en bénéficier n'a pas reçu, dans le délai de 15 (QUINZE) JOURS, les sommes représentatives de l'avance due par l'assureur, il est autorisé à engager les dépenses afférentes aux travaux de réparation qu'il entreprend, dans la limite des propositions d'indemnisation qui lui ont été précédemment notifiées.

10.3.6 En cas de non-respect des délais ou d'une offre d'indemnité manifestement insuffisante

Lorsque l'assureur ne respecte pas :

- Le délai maximal de 60 (SOIXANTE) jours, courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, pour notifier à l'assuré sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties prévues au contrat.

Ou

- Le délai maximal de 90 (QUATRE-VINGT-DIX) jours, courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, pour présenter à l'assuré une offre d'indemnité.

Ou

- Propose une offre d'indemnité manifestement insuffisante,
-

L'assuré peut, après l'avoir notifié à l'assureur, engager les dépenses nécessaires à la réparation des dommages. L'indemnité versée par l'assureur est alors majorée de plein droit d'un intérêt égal au double du taux de l'intérêt légal.

10.4 Notification à l'assuré par l'assureur de sa position concernant l'exercice du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur

L'assureur est tenu de notifier à l'assuré, pour l'information de celui-ci, la position définitive que, au vu du rapport complémentaire, il estime devoir prendre en ce qui concerne l'exercice du droit de subrogation ouvert à son profit par l'article L. 121-12 du code des assurances.

10.5 Récapitulatif des délais auxquels l'assureur est soumis en cas de sinistre pour lequel les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement sont susceptibles de jouer

Dans un délai maximum de ... à compter de la réception de la déclaration de sinistre	<u>En application de l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances</u> L'assureur DOIT :
10 (DIX) jours	Le cas échéant, indiquer à l'assuré que sa déclaration est incomplète et réclamer les renseignements manquants.
15 (QUINZE) jours	Et si les garanties sont manifestement injustifiées : opposer son refus motivé de garantie sans expertise (*) (*) En cas de contestation de l'assuré, celui-ci peut obtenir la désignation d'un expert

Dans un délai maximum de ... à compter de la réception de la déclaration de sinistre	En application de l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances L'assureur DOIT :
15 (QUINZE) jours	Et s'il évalue le dommage garanti à un montant inférieur à 1800 € (MILLE HUIT CENTS EUROS) : indiquer à l'assuré qu'il l'indemniserait sans recourir à l'expertise.
60 (SOIXANTE) jours	Et s'il n'a pas utilisé des facultés précédentes : faire procéder à l'expertise et remettre sa position accompagnée du rapport d'expertise. NB : passé le délai : Garantie automatique, exécution des mesures conservatoires, dépenses nécessaires à la réparation des dommages
90 (QUATRE-VINGT DIX) jour (**) (**) voir 225 (DEUX CENT VINGT CINQ) jours en cas d'acceptation de prolongation par le l'assuré	Procéder à une proposition d'indemnité et à la remise du rapport définitif. NB : passé le délai : Dépenses nécessaires à la réparation des dommages + majoration du double du taux de l'intérêt légal (en cas de préfinancement des travaux par l'assuré)

11 Gestion des sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES que les garanties dommages ouvrage, de bon fonctionnement

➔ Voir article du CCAP afférant aux obligations de l'assureur relatives à la gestion du sinistre

Annexe I - CLAUSES-TYPES OBLIGATOIRES DU CODE DES ASSURANCES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DES TRAVAUX DE BÂTIMENT

Article A243-1 du code des assurances

Tout contrat d'assurance souscrit pour l'application du titre IV du livre II du code des assurances [assurance obligatoire des travaux de bâtiment] doit obligatoirement comporter les clauses figurant :

- Aux annexes I et III au présent article, en ce qui concerne **l'assurance de responsabilité** ;
- A l'annexe II au présent article, en ce qui concerne **l'assurance de dommages**.

Toute autre clause du contrat ne peut avoir pour effet d'altérer d'une quelconque manière le contenu ou la portée de ces clauses, sauf si elle s'applique exclusivement à des garanties plus larges que celles prévues par le titre IV du livre II du présent code.

Article A243-2 du code des assurances

Le document justificatif prévu à l'article [L. 243-2](#) du code des assurances [attestations d'assurance] doit être signé par un assureur pouvant pratiquer des opérations d'assurance directes sur le territoire de la République française conformément aux cinq premiers alinéas de l'article [L. 310-2](#) du, ou par une personne identifiée qu'il a dûment mandatée.

Article A243-3 du code des assurances

Lorsque l'attestation d'assurance porte sur un contrat d'assurance de responsabilité décennale souscrit par un assujetti à titre individuel, l'attestation d'assurance prévue à l'article [L. 243-2](#) comporte la mention : " Attestation d'assurance " et les termes : " Assurance de responsabilité décennale obligatoire " figurant en position centrale.

1° Dans tous les cas, elle doit comporter les informations suivantes :

- a) La dénomination sociale et adresse de l'assuré ;
- b) Le numéro unique d'identification de l'assuré délivré conformément à l'[article D. 123-235 du code de commerce](#) ou le numéro d'identification prévu aux articles 214 et suivants de la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006 ;
- c) Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie ;
- d) Le numéro du contrat ;
- e) La période de validité ;
- f) La date d'établissement de l'attestation ;

2° Et, selon les hypothèses suivantes :

a) Lorsque l'attestation d'assurance vise un ensemble d'opérations de construction, elle en indique le périmètre de la garantie en fonction des caractéristiques suivantes :

- La ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- La ou les date (s) d'ouverture du ou des chantier (s) ;
- L'étendue géographique des opérations de construction couvertes ;
- Le coût des opérations de construction ;
- Le cas échéant, le montant du marché de l'assuré ;
- La nature des techniques utilisées
- Le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue.

➔ Ces informations doivent être reprises dans l'attestation d'assurance selon les formules suivantes à reproduire :

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités professionnelles ou missions suivantes : **(à compléter par l'assureur)** ;
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article [A. 243-1](#) ;
- Aux travaux réalisés en (étendue géographique des opérations de construction couvertes à préciser par l'assureur) ;
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état **(à compléter par l'assureur en précisant si ce coût comprend ou non les honoraires)** déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **(à compléter par l'assureur)** euros.
- **(A ajouter le cas échéant)** Cette somme est portée à **(à compléter par l'assureur)** euros en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de **(à compléter par l'assureur)** euros ;
- Aux travaux, produits et procédés de construction, suivants : **(à compléter par l'assureur)**.

➔ Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

b) Lorsque l'attestation d'assurance vise une opération de construction particulière, elle en indique les caractéristiques listées ci-après, telles qu'elles ont été déclarées :

- L'adresse, la nature et le coût de l'opération de construction déclaré par le maître d'ouvrage ;
- La ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- La date d'ouverture de chantier ;
- La nature et le montant de la prestation réalisée par l'assuré ;
- La nature des techniques utilisées ;
- Le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue.

➔ Ces informations doivent être reprises dans l'attestation d'assurance selon les formules suivantes à reproduire :

Les garanties objet de la présente attestation d'assurance s'appliquent à l'opération de construction ayant les caractéristiques suivantes : **(à compléter par l'assureur)**

➔ Dans le cas où ces caractéristiques seraient modifiées, l'assuré en informe l'assureur.

3° L'attestation d'assurance doit en outre et dans tous les cas reproduire les formules suivantes :

Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage, éventuellement nécessaires.

Montant de la garantie :

- En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage
- Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3.
- Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

Durée et maintien de la garantie :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Article A243-4 du code des assurances

Lorsque l'attestation d'assurance prévue à l'article [L. 243-2](#) porte sur un contrat collectif de responsabilité décennale, souscrit en complément des contrats individuels garantissant la responsabilité décennale de chacun des constructeurs, elle comporte les termes :

“ Attestation d'assurance collective de responsabilité décennale obligatoire ”

L'attestation doit comporter les informations suivantes :

- a) Le nom et l'adresse du souscripteur, et éventuellement sa dénomination sociale ;
- b) Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la couverture ;
- c) Le numéro du contrat d'assurance ;
- d) La date d'établissement de l'attestation.
-

L'attestation indique les caractéristiques de l'opération de construction telles qu'elles ont été déclarées à l'assureur :

- L'adresse, la nature et le coût de construction ;
- La date d'ouverture du chantier ;
- La nature des techniques utilisées.

Elle indique les personnes assurées ainsi que la franchise absolue qui leur est respectivement applicable.

➔ Ces informations doivent être reprises dans l'attestation d'assurance selon les formules suivantes à reproduire :

Les garanties objet de la présente attestation d'assurance s'appliquent à l'opération de construction ayant les caractéristiques suivantes : **(à compléter par l'assureur).**

Le contrat garantit les assurés suivants, au-delà de la franchise absolue respectivement mentionnée : **(à compléter par l'assureur).**

➔ Dans le cas où ces caractéristiques seraient modifiées, l'assuré en informe l'assureur.

Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale des assurés instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles [L. 241-1](#) et [L. 241-2](#) relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article [L. 243-1-1](#) du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

Montant de la garantie :

- En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
- Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article [R. 243-3](#) du code assurances.

Durée et maintien de la garantie :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles [1792](#) et [1792-2](#) du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

Franchise absolue :

Pour chacun des assurés, le contrat garantit le montant des travaux de réparation au-delà d'une franchise absolue, laquelle est égale au plafond de garantie des contrats individuels d'assurance décennale souscrits par chacun des assurés telle que mentionnée ci-dessus.

La franchise est opposable à tous.

L'assuré s'oblige à couvrir la portion du risque constituée par cette franchise par des garanties au moins équivalentes à celles figurant dans les clauses types mentionnées à l'annexe I de l'article [A. 243-1](#).

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Article A243-5 du code des assurances

L'attestation peut, le cas échéant, comporter des mentions relatives à d'autres garanties ou extensions prévues dans le contrat d'assurance. Néanmoins, au titre de la garantie obligatoire prévue par les articles [L. 241-1](#) et [L. 241-2](#), l'attestation ne doit comporter aucune mention de nature à écarter ou limiter d'une quelconque façon la portée des mentions minimales susmentionnées.

Aucune mention ne peut faire référence à des dispositions contractuelles si ces dernières ne sont pas reproduites dans l'attestation

Annexe II - CLAUSES-TYPES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DE DOMMAGES OUVRAGE

1 Définitions

1.1 Souscripteur.

La personne, physique ou morale, désignée aux conditions particulières, qui fait réaliser des travaux de construction et qui est, en sa qualité définie aux mêmes conditions particulières, soumise à l'obligation d'assurance prévue par l'article [L. 242-1](#) du présent code, tant pour son propre compte que pour celui des propriétaires successifs.

1.2 Assuré.

Le souscripteur et les propriétaires successifs de l'ouvrage au bénéfice desquels est souscrit le contrat.

1.3 Réalisateurs.

L'ensemble des constructeurs désignés aux conditions particulières ou dont l'identité est portée ultérieurement à la connaissance de l'assureur, qui sont mentionnés au 1° de l'article [1792-1](#) du code civil et sont liés, à ce titre, au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage en qualité de concepteur ou de conseil (architecte, technicien ou autre) ou en qualité d'entrepreneur, et qui participent à la réalisation de l'opération de construction.

1.4 Maître de l'ouvrage.

La personne, physique ou morale, désignée aux conditions particulières, qui conclut avec les réalisateurs les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

1.5 Contrôleur technique (lorsqu'il est désigné un contrôleur technique).

La personne, désignée aux conditions particulières, agréée ou exerçant dans les conditions prévues par l'article [L. 111-25](#) du code de la construction et de l'habitation, et appelée à intervenir, à la demande du maître de l'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

1.6 Réception.

L'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte les travaux exécutés, dans les conditions fixées par l'article [1792-6](#) du code civil.

1.7 Sinistre.

La survenance de dommages, au sens de l'article L. 242-1 du présent code, ayant pour effet d'entraîner la garantie de l'assureur.

2 Nature de la garantie

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article [L. 243-1-1](#) du présent code.

La garantie couvre les dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du code civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- Affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination ;
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

3 Montant et limite de la garantie

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du présent code.

Pour les constructions destinées à un usage autre que l'habitation, la garantie peut être limitée au montant du coût total de construction déclaré aux conditions particulières ou à un montant inférieur au coût total de construction déclaré aux conditions particulières, si ce coût est supérieur au montant prévu au I de l'article [R. 243-3](#) du présent code, sans toutefois pouvoir être inférieur à ce dernier montant.

Le montant de garantie est revalorisé selon les modalités prévues aux conditions particulières, pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Les conditions particulières précisent les modalités de reconstitution de la garantie après sinistre.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du présent code. En aucun cas ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

4 Exclusions

La garantie du contrat ne s'applique pas aux dommages résultants exclusivement :

- Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- De la cause étrangère.

5 Point de départ et durée de la garantie

- La période de garantie est précisée aux conditions particulières ; elle commence au plus tôt, sous réserve des dispositions du b, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'article 1792-6 du code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de dix ans à compter de la réception.
- Toutefois, elle garantit le paiement des réparations nécessaires lorsque :
 - ✓ Avant la réception, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution, par celui-ci, de ses obligations ;
 - ✓ Après la réception, et avant l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique, avec demande d'avis de réception, resté infructueux.

6 Obligations réciproques des parties

Les déclarations ou notifications auxquelles il est procédé entre les parties en application de paragraphes 7.1 - c), 7.3, 8.2 - a), 8.2 - c), 8.3- a), de la présente clause, sont faites par écrit soit contre récépissé, sur support papier ou tout autre support durable, soit par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception.

7 A.- Obligations de l'assuré

7.1 L'assuré s'engage :

- a) A fournir à l'assureur, sur sa demande, la preuve de l'existence des contrats d'assurance de responsabilité décennale souscrits par les réalisateurs et le contrôleur technique ;
- b) A lui déclarer les réceptions de travaux, ainsi qu'à lui remettre dans le mois de leur prononcé, le ou les procès- verbaux desdites réceptions, ainsi que le relevé des observations ou réserves demeurées non levées du contrôleur technique ;
- c) A lui adresser un dossier technique comportant au moins les plans et descriptifs de l'ensemble des travaux effectivement réalisés, dans le délai maximal d'un mois à compter de leur achèvement ;
- d) A lui notifier dans le même délai, le constat de l'exécution des travaux éventuellement effectués au titre de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil ainsi que le relevé des observations ou réserves demeurées non levées du contrôleur technique ;
- e) A lui faire tenir la déclaration de tout arrêt de travaux devant excéder trente jours ;
- f) A communiquer les avis, observations et réserves du contrôleur technique, simultanément, tant à l'assureur qu'au réalisateur concerné, et à ne pas s'opposer à ce que l'assureur puisse, à ses frais, demander au contrôleur technique, sous son couvert, les informations complémentaires dont il estimerait avoir besoin pour l'appréciation des risques assurés.

Dans le cas où il n'est pas lui-même le maître de l'ouvrage, l'assuré s'engage à obtenir de celui-ci que les avis, observations et réserves du contrôleur technique soient pareillement communiqués à l'assureur et au réalisateur concerné, et que, dans les mêmes conditions, l'assureur puisse demander au contrôleur technique les informations complémentaires dont il estimerait avoir besoin pour l'appréciation des risques assurés.

7.2 En cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré est tenu d'en faire la déclaration à l'assureur.

La déclaration de sinistre est réputée constituée dès qu'elle comporte au moins les renseignements suivants :

- Le numéro du contrat d'assurance et, le cas échéant, celui de l'avenant ;
- Le nom du propriétaire de la construction endommagée ;
- L'adresse de la construction endommagée ;
- La date de réception ou, à défaut, la date de la première occupation des locaux ;
- La date d'apparition des dommages ainsi que leur description et localisation ;
- Si la déclaration survient pendant la période de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, la copie de la mise en demeure effectuée au titre de la garantie de parfait achèvement.

A compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'assureur dispose d'un délai de dix jours pour signifier à l'assuré que la déclaration n'est pas réputée constituée et réclamer les renseignements manquants susvisés. Les délais visés à l'article L. 242-1 du présent code commencent à courir du jour où la déclaration de sinistre réputée constituée est reçue par l'assureur.

7.3 L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

7.4 Pour permettre l'exercice éventuel du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur par l'article L. 121-12 du code des assurances, l'assuré s'engage également :

- a) A autoriser l'assureur à accéder à tout moment au chantier pendant la période d'exécution des travaux de construction, jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, et, à cet effet, à prendre les dispositions nécessaires dans les contrats et marchés à passer avec les réalisateurs ayant la responsabilité de la garde du chantier. En cas de sinistre survenant au-delà de la date d'expiration de la garantie de parfait achèvement, l'assuré s'engage à accorder à l'assureur toutes facilités pour accéder aux lieux du sinistre ;
- b) En cas de sinistre, à autoriser les assureurs couvrant la responsabilité décennale des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article [1792-4](#) du code civil, et du contrôleur technique à accéder aux lieux du sinistre sur l'invitation qui leur en est faite par la personne désignée au paragraphe 8.1 - a) ;
- c) A autoriser ladite personne à pratiquer les investigations qui lui apparaîtraient nécessaires en vue de l'établissement, à l'intention de l'assureur, d'un rapport complémentaire qui, reprenant les conclusions du rapport d'expertise défini au paragraphe 8.1 - b) et c) en approfondit, en tant que de besoin, l'analyse, en vue notamment de la recherche des faits générateurs du sinistre et des éléments propres à étayer le recours de l'assureur.

8 B.- Obligations de l'assureur en cas de sinistre

8.1 Constat des dommages, expertise :

- a) Sous réserve des dispositions du d ci-dessous, les dommages sont constatés, décrits et évalués par les soins d'un expert, personne physique ou morale, désigné par l'assureur.

L'expert peut faire l'objet d'une récusation dans les huit jours de la notification à l'assuré de sa désignation. En cas de seconde récusation par l'assuré, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés.

Lorsque l'expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité.

Lors de la première demande de récusation, les délais d'instruction et de règlement de sinistre prévus ci-après par la présente clause-type sont augmentés de dix jours. En cas de désignation de l'expert par le juge des référés, ces mêmes délais sont augmentés de trente jours.

Les opérations de l'expert revêtent un caractère contradictoire. L'assuré peut se faire assister ou représenter. Les observations éventuelles de l'assuré sont consignées dans le rapport de l'expert ;

b) L'assureur s'engage envers l'assuré à donner à l'expert les instructions nécessaires pour que les réalisateurs, les fabricants au sens de l'article 1792-4 du code civil et le contrôleur technique, ainsi que les assureurs couvrant leur responsabilité décennale et celle de l'assuré soient, d'une façon générale, consultés pour avis par ledit expert, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire et, en tout cas, obligatoirement avant le dépôt entre les mains de l'assureur de chacun des deux documents définis en c, et soient, en outre, systématiquement informés par lui du déroulement des différentes phases du constat des dommages et du règlement des indemnités ;

c) La mission d'expertise définie en a) est limitée à la recherche et au rassemblement des données strictement indispensables à la non-aggravation et à la réparation rapide des dommages garantis.

Les conclusions écrites de l'expert sont, en conséquence, consignées au moyen de deux documents distincts :

- **Un rapport préliminaire**, qui comporte l'indication descriptive et estimative des mesures conservatoires jugées nécessaires à la non-aggravation des dommages, compte tenu, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prises par l'assuré, ainsi que les indications sommaires sur les circonstances et les caractéristiques techniques du sinistre, permettant à l'assureur de se prononcer dans le délai prévu au paragraphe 8.2 – a), sur le principe de la mise en jeu des garanties du contrat ;
- **Un rapport d'expertise**, exclusivement consacré à la description des caractéristiques techniques du sinistre et à l'établissement des propositions, descriptions et estimations, concernant les différentes mesures à prendre et les différents travaux à exécuter en vue de la réparation intégrale des dommages constatés ;

d) L'assureur n'est pas tenu de recourir à une expertise lorsque, au vu de la déclaration de sinistre :

- Il évalue le dommage à un montant inférieur à 1 800 euros
- ou
- La mise en jeu de la garantie est manifestement injustifiée.
-

Lorsqu'il décide de ne pas recourir à une expertise, l'assureur notifie à l'assuré son offre d'indemnité ou sa décision de refus de garantie dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre réputée constituée.

En cas de contestation de l'assuré, celui-ci peut obtenir la désignation d'un expert.

La notification reproduit de façon apparente l'alinéa précédent.

8.2 Rapport préliminaire, mise en jeu des garanties, mesures conservatoires :

a) Dans un délai maximum de soixante jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre réputée constituée, l'assureur, sauf s'il a fait application des dispositions du deuxième alinéa du d du 1°, sur le vu du rapport préliminaire établi par l'expert, notifie à celui-ci sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat. L'assureur communique à l'assuré ce rapport préliminaire, préalablement ou au plus tard lors de cette notification ;

Toute décision négative de l'assureur, ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation, doit être expressément motivée.

Si l'assureur ne conteste pas la mise en jeu des garanties du contrat, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées par l'assuré lui-même, au titre des mesures conservatoires.

b) L'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport préliminaire en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec celui qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du paragraphe a) ;

c) Faute, pour l'assureur, de respecter le délai fixé au paragraphe a), et sur simple notification faite à l'assureur, les garanties du présent contrat jouent pour ce qui concerne le sinistre déclaré, et l'assuré est autorisé à engager les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages, dans la limite de l'estimation portée dans le rapport préliminaire de l'expert. Si, dans le même délai, l'assuré n'a pu avoir connaissance du rapport préliminaire, il est autorisé de la même manière à engager les dépenses en cause dans la limite de l'estimation qu'il a pu en faire lui-même.

8.3 Rapport d'expertise, détermination et règlement de l'indemnité :

a) L'assureur, sauf s'il a fait application des dispositions du deuxième alinéa d du 1° sur le vu du rapport d'expertise, notifie à celui-ci ses propositions quant au montant de l'indemnité destinée au paiement des travaux de réparation des dommages. L'assureur communique à l'assuré ce rapport d'expertise, préalablement ou au plus tard lors de cette notification.

Ces propositions font l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon les modalités prévues à cet effet aux conditions particulières ; elles sont obligatoirement ventilées entre les différents postes de dépenses retenus et appuyées des justifications nécessaires, tant en ce qui concerne les quantités que les prix unitaires. Elles comprennent, outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux, tels qu'honoraires, essais, analyses, ainsi que les taxes applicables. Elles tiennent compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées ou retenues, ainsi que des indemnités qui ont pu être antérieurement versées au titre des mesures conservatoires ;

b) Au cas où une expertise a été requise, l'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport d'expertise en temps utile ;

c) En tout état de cause, l'assuré qui a fait connaître à l'assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, s'il estime ne pas devoir cependant différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été notifié selon les modalités définies en a. Cette avance, forfaitaire et non revalorisable, et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de quinze jours courant à compter de la réception, par l'assureur, de la demande de l'assuré.

L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une avance ;

d) Si l'assuré ayant demandé le bénéfice des dispositions du paragraphe c) n'a pas reçu, dans le délai fixé au même paragraphe, les sommes représentatives de l'avance due par l'assureur, il est autorisé à engager les dépenses afférentes aux travaux de réparation qu'il entreprend, dans la limite des propositions d'indemnisation qui lui ont été précédemment notifiées.

8.4 L'assureur est tenu de notifier à l'assuré, pour l'information de celui-ci, la position définitive que, sur le vu du rapport complémentaire, il estime devoir prendre en ce qui concerne l'exercice du droit de subrogation ouvert à son profit par l'article L. 121-12.

ANNEXE III - CLAUSES-TYPES APPLICABLES AUX CONTRATS COLLECTIFS DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE SOUSCRITS POUR LE COMPTE DE PLUSIEURS PERSONNES ASSUJETTIES À L'OBLIGATION D'ASSURANCE MENTIONNÉE AUX ARTICLES L. 241-1 ET L. 241-2, EN COMPLÉMENT DES CONTRATS INDIVIDUELS GARANTISSANT LA RESPONSABILITÉ DÉCENNALE DE CHACUNE DE CES PERSONNES

1 Nature de la garantie

Le contrat garantit le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel les assurés, désignés aux conditions particulières, ont contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 II du présent code, lorsque la responsabilité de l'un ou plusieurs des assurés est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité.

Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

2 Montant de la garantie (clause-type applicable aux seuls contrats relevant de l'article L. 243-9 du présent code)

Dans le cas des travaux de construction destinés à un usage autre que d'habitation, le montant de la garantie est établi selon les modalités prévues aux conditions particulières et ne peut être inférieur pour l'ouvrage au coût total de la construction déclaré par le maître de l'ouvrage ou au montant prévu au I de l'article R. 243. 3 du présent code, si le coût total de la construction déclaré par le maître de l'ouvrage excède ce montant.

Les conditions particulières précisent les modalités de reconstitution de la garantie après sinistre. Le coût total de la construction s'entend du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et s'il y a lieu travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du présent code. En aucun cas ce coût ne peut comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Cette garantie est revalorisée selon les modalités prévues aux conditions particulières, pour tenir compte de l'évolution des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

3 Durée et maintien de la garantie dans le temps

Le contrat couvre, pour la durée de la responsabilité pesant sur les assurés en vertu des articles 1792 et suivants du code civil, les travaux de construction de l'ouvrage désigné aux conditions particulières. La garantie afférente à ces travaux est maintenue dans tous les cas pour la même durée, sans paiement de prime subséquente.

4 Franchise au sens du présent contrat

Pour chacun des assurés, le contrat garantit le montant des travaux de réparation au-delà d'une franchise absolue définie aux conditions particulières, laquelle est égale au plafond de garantie des contrats individuels souscrits par chacun des assurés, après ajustement de ce plafond en tant que de besoin. La franchise est opposable à tous.

L'assuré s'oblige à couvrir la portion du risque constituée par cette franchise par un ou plusieurs contrats individuels d'assurance de responsabilité décennale comportant des garanties au moins équivalentes à celles figurant dans les clauses types mentionnées à l'annexe I de l'article A. 243-1 du présent code. Cette franchise est revalorisée selon les mêmes modalités que celles prévues aux conditions particulières des contrats individuels pour les montants de garanties de ces contrats.

5 Exclusions

La garantie du présent contrat ne s'applique pas aux dommages résultants exclusivement :

- a) Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- b) Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- c) De la cause étrangère.

6 Déchéance

L'assuré est déchu de tout droit à garantie en cas d'inobservation inexcusable des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les normes françaises homologuées ou les normes publiées par les organismes de normalisation d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalent à celui des normes françaises.

Pour l'application de cette déchéance, il faut entendre par assuré, soit le souscripteur personne physique, soit le chef d'entreprise ou le représentant statutaire de l'entreprise s'il s'agit d'une entreprise inscrite au répertoire des métiers, soit les représentants légaux ou dûment mandatés de l'assuré lorsque celui-ci est une personne morale.

Cette déchéance n'est pas opposable aux bénéficiaires des indemnités.

FIN DU DOCUMENT